

Financement de l'économie

Quels sont les impacts des nouvelles règles prudentielles?



HIGH LEVEL SEMINAR
BANKING SUPERVISION AND FINANCIAL STABILITY IN EURO-MEDITERRANEAN COUNTRIES
FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE APRÈS LA CRISE :
EXPÉRIENCES DANS LA ZONE EURO-MÉDITERRANÉENNE

1. Les banques sont soumises à des réglementations renforcées

1.1. Les régulateurs renforcent les contraintes réglementaires des banques

CET1 = capital + réserves / risques pondérés
avec de nombreux coussins

Levier = Tier 1 (CET1 + add Tier 1) /total de bilan ajusté

LCR = $\frac{\text{actifs liquides (titres souverains et dépôts BC)}}{\text{sorties nettes de trésorerie à 30 jours}}$

NSFR = $\frac{\text{ressources stables}}{\text{emplois durables}}$

Solvabilité

- Mettre fin à la dérive depuis 1998 sur la qualité des instruments de fonds propres ;
- Tirer la leçon des sauvetages en urgence de 2008 pour éviter l'intervention systématique des États, le matelas de fonds propres doit être plus important ;
- Poursuivre le travail sur la définition des exigences de fonds propres en refondant les mesures des risques de marché devenus notoirement « sous taxés » alors qu'ils représentent une part significative des bénéfices et des risques réels.

Liquidité

- 2008 a rappelé que les grandes crises bancaires (individuelles ou collectives) étaient d'abord des crises de liquidité provoquées par un doute sur la solidité de la solvabilité ;
- Mettre fin à la course au gigantisme financé par appel à des financements courts de marché, instables par définition.

Des exigences accrues dont la mise en œuvre est étalée dans le temps mais « le temps » des régulateurs n'est pas « le temps » des marchés...

1. Les banques sont soumises à des réglementations renforcées

1.2. Des impacts potentiels sur les modèles d'activités (1/2)

Rapport EBA – Février 2015

Overview of the potential implications of regulatory measures for banks' business models

Business model components			Potential implications of individual regulatory measures						Cumulative potential implications		
			1	2	3	4	5	6	7	8	
			CRR/CRD IV Capital requirement	Basel III LR	Basel III Liquidity rules (LCR/NSFR)	Reforms of banking structures (ring-fencing measures)	Resolution regimes (BRRD)	EMIR, (clearing OTC derivatives)	Average 'quantitative' effect(1)	Final Including expert judgment(2)	
1	Activities	Retail banking	+	-	-	=	=	=	-	-	
		Corporate banking	+/-	+	-	+/-	=	=	+/-	-	
		Investment banking	Proprietary trading	-	-	+/-	-	=	-	-	-
			Market making	-	-	+/-	-	=	=	-	-
			Hedging activities	+	-	-	-	=	-	-	-
		Private banking	+/-	+/-	+	+/-	=	-	+/-	-	
		Non-banking activities (insurance exposures...)	+	+	=	=	=	=	+	+	
Off-balance-sheet exposures	-	-	-	+/-	=	+/-	-	-			
2	Banking model	Universal banking structure (diversified)	=	+/-	+	-	=	=	+/-	+	
		Specialised banking structure	=	+/-	+/-	+	=	=	+/-	-	
3	Resources/ liquidity profile	Capital	+	+	+	+	+	-	+	+	
		Deposits	Retail deposits	=	=	+	=	+	=	+	+
			Corporate deposits	=	=	+	+/-	+	=	+	+
		Asset encumbrance	=	=	-	+	-	+	+/-	+	
		Reliance on wholesale funding	=	=	-	+/-	-	=	-	-	
		Maturity of wholesale funding	=	=	+	+/-	+	=	+	+	
4	Structure of income	Interest rate income	+/-	+/-	-	+/-	-	=	+/-	-	
		Trading income	-	-	=	-	=	-	-	-	
		Commissions and fees	+	+/-	+	+/-	=	-	+/-	+	

1. Les banques sont soumises à des réglementations renforcées

1.2. Des impacts potentiels sur les modèles d'activités (2/2)


Business model components			Potential implications of individual regulatory measures						Cumulative potential implications		
			1	2	3	4	5	6	7	8	
Business model components			CRR/CRD IV Capital requirement	Basel III LR	Basel III Liquidity rules (LCR/NSFR)	Reforms of banking structures (ring-fencing measures)	Resolution regimes (BRRD)	EMIR, (clearing OTC derivatives)	Average 'quantitative' effect(1)	Final Including expert judgment(2)	
5	Geographic scope	Non-domestic exposures	EU exposures	+	+/-	+	=	=	=	+/-	+
			Foreign (excl. EU) exposures	+	+/-	-	-	=	=	+/-	-
		Non-domestic funding	EU funding	+	+/-	-	=	=	=	+/-	-
			Foreign (excl. EU) funding	+	+/-	-	-	=	=	+/-	-
6	Size	Size	-	-	=	-	=	=	-	-	
		Leverage	-	-	-	-	=	=	-	-	
7	Originate to hold/to distribute	Use of securitisation	-	+	+	+/-	=	=	+/-	+	
8	Risk appetite and performance	Risk appetite (RWA/total exposures)		-	+	-	+	-	-	-	-
		RoE		-	+/-	-	-	-	+/-	-	-
		Loan to deposit ratio		=	-	-	+/-	-	=	-	-
		Cost	of funding	-	+/-	+	+	+	+/-	+	+
of operations (excluding the cost of implementing the regulatory measures)	+		=	+/-	+	=	+	+	+		
9	Operational structure and governance	Number of branches and subsidiaries		+/-	=	-	-	=	=	-	-
		Intragroup flows		+/-	=	-	-	+/-	=	-	-
		Importance of internal governance		+/-	+/-	+	+	=	=	+	+

1. Les banques sont soumises à des réglementations renforcées

1.3. Les banques sont soumises à 3 défis

1. Un **choc réglementaire** (Bâle 3) qui enchérit le coût de l'intermédiation en exigeant plus de capital, plus de ressources « bailinable » ...

Exigences de fonds propres « Core Tier 1 »	Ratio de levier	Ratio de liquidité à 1 mois (LCR)	Ratio de transformation (NSFR)	TLAC
--	-----------------	-----------------------------------	--------------------------------	------



Impacts bilans	Plus de fonds propres Moins de refinancements de marché à court terme Plus de dépôts Moins de crédits (au bilan ?)			
Impacts métiers	Accroissement de la désintermédiation			

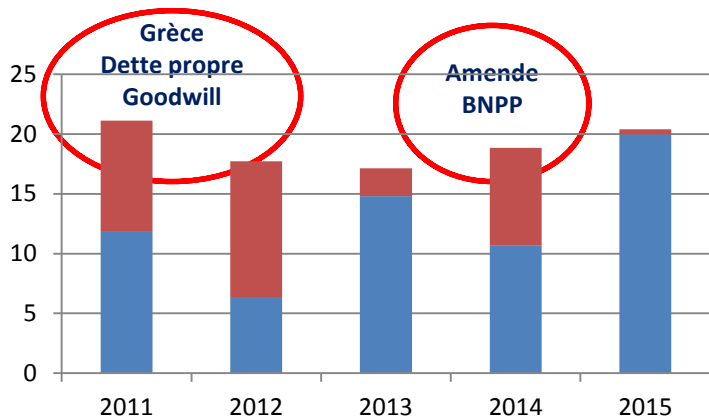
2. Un **choc technologique** qui facilite la concurrence des non-banques : plates-formes qui facilitent les contacts, accès aux moyens de paiement

3. Un **choc des taux très bas** qui lamine les marges d'intermédiation bancaire et suscite une recherche de rendement

2. Le financement de l'économie est-il assuré ?

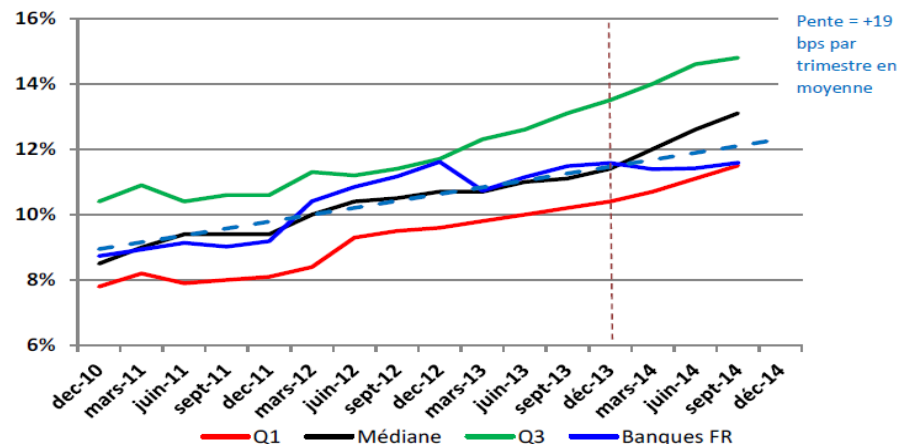
2.1. Des banques plus solides pour mieux financer l'économie

1. Des résultats solides pour les banques françaises

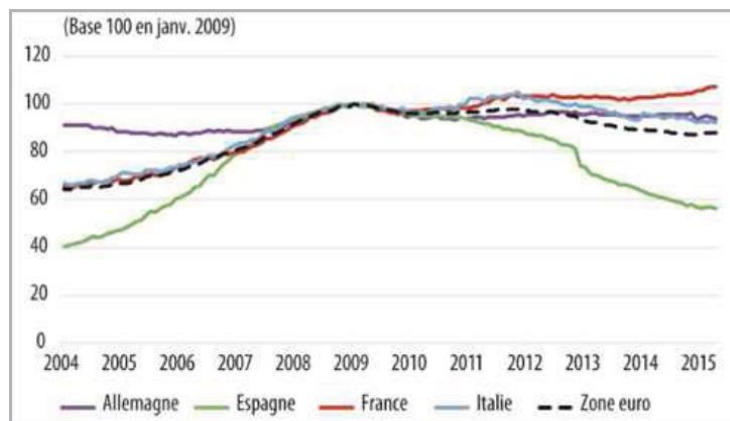


Résultat net des 6 plus grands groupes(*) (en milliards d'euros)

2. Des banques européennes mieux capitalisées

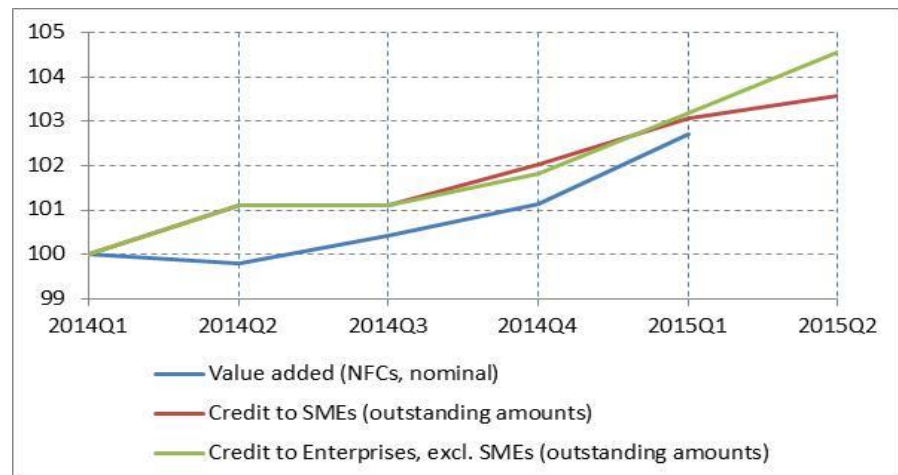


3. Croissance des crédits aux sociétés non financières en France et baisse en zone euro



Source : BCE.

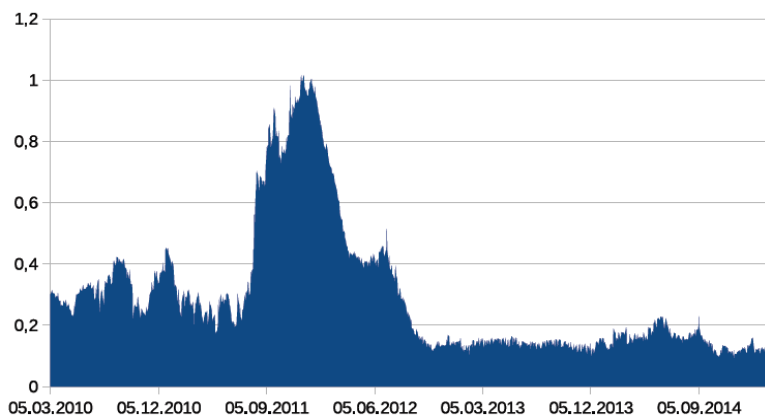
4. Une croissance des crédits plus rapide que la valeur ajoutée, signe de l'absence de restriction du crédit



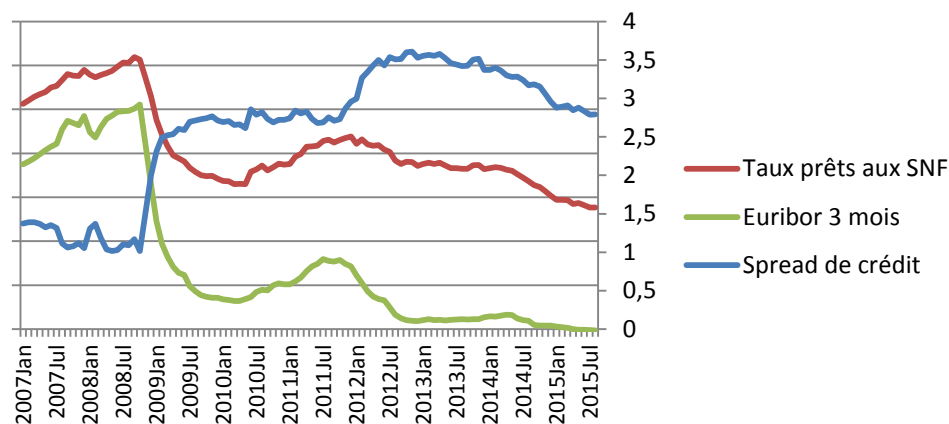
2. Le financement de l'économie est-il assuré ?

2.2. Difficulté de dissocier les impacts de la réglementation et le contexte macroéconomique

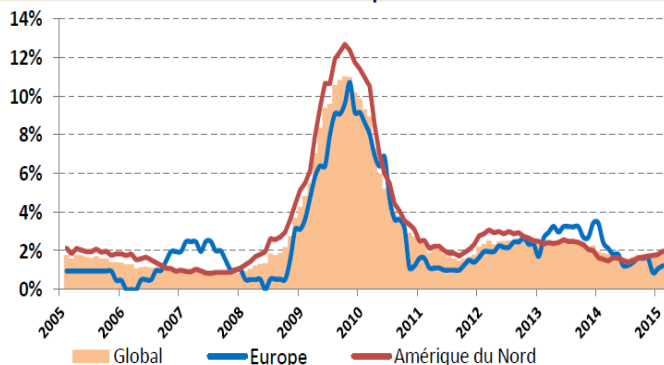
La politique monétaire accommodante a fortement réduit les spreads interbancaires dès 2012



Malgré cela, le spread de crédit aux SNF n'a pas retrouvé son niveau avant-crise en zone euro



Le spread de crédit élevé ne semble pas s'expliquer uniquement par une augmentation du taux de défaillances d'entreprises



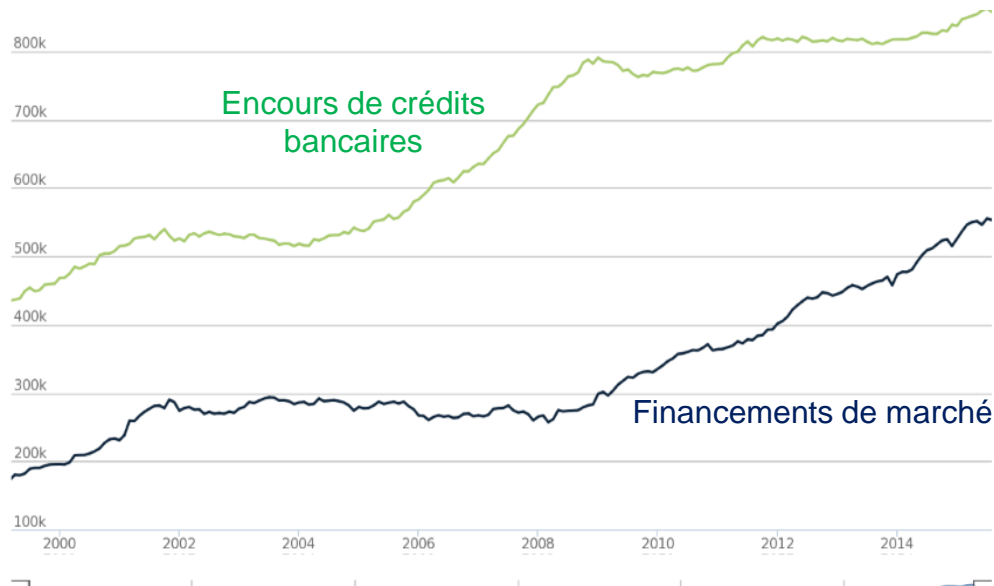
Les taux des crédits inférieurs à 1 million d'euros, toutes durées, sont relativement faibles en France



2. Le financement de l'économie est-il assuré ?

2.3. Les modes de financement évoluent

Une forte croissance des financements de marché post crise



Ouverture de la distribution du crédit à de nouveaux acteurs :

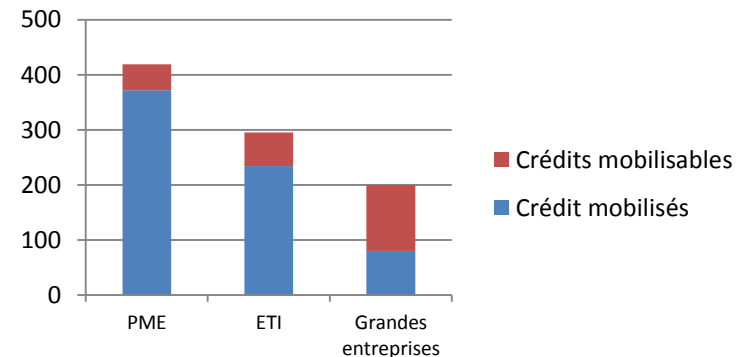
- vers les assureurs : fonds de prêts à l'économie
- vers les particuliers : financement participatif (*crowdfunding*)
- vers les entreprises : faciliter le crédit inter entreprise

Financement des sociétés non financières

Répartition des encours (en %)

	Déc. 2005	Déc. 2008	Déc. 2011	Sept. 2015
Crédits bancaires	68 %	73 %	68 %	61 %
Financements de marché	32 %	27 %	32 %	39 %

Encours de crédits bancaires par taille d'entreprises (en milliards d'euros)



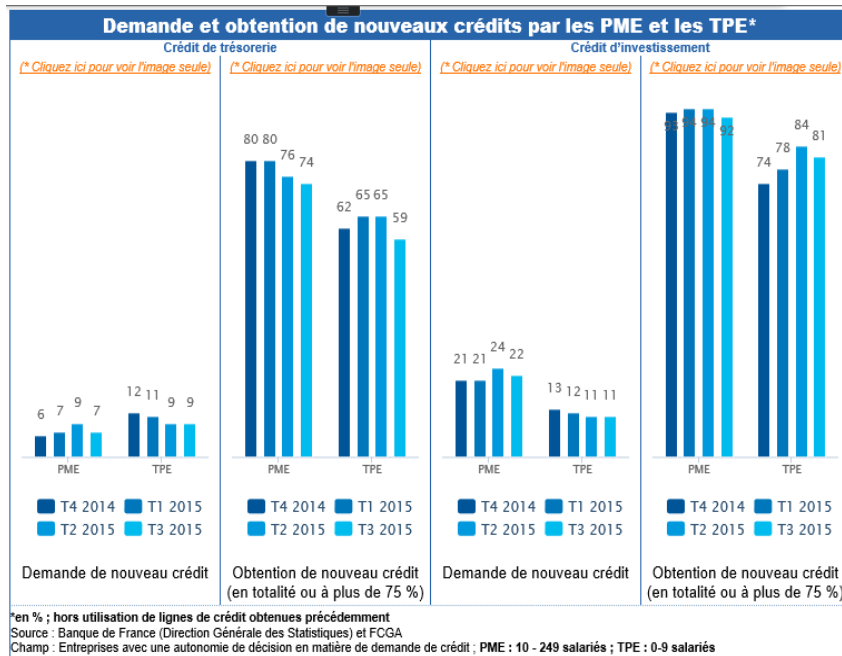
Sources : Banque de France

2. Le financement de l'économie est-il assuré ?

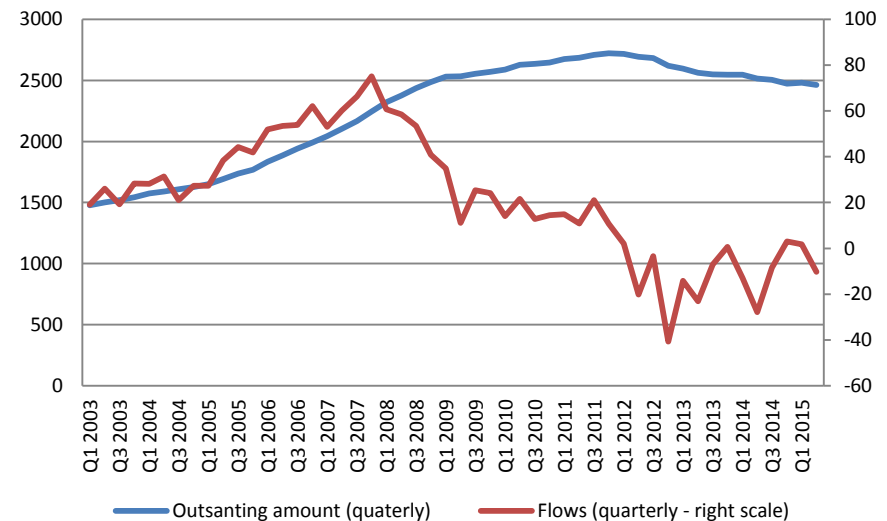
2.4. Les financements bancaires sont toujours assurés

Taux élevé d'obtentions de nouveaux crédits de trésorerie au T315

Les flux de prêts aux infrastructures (estimés par les prêts à plus de 5 ans) ont toutefois chuté depuis la crise. Sans que les exigences réglementaires aient changé



Loans over 5 years maturity to non-financial corporations in Euro area (in billions €)



2. Le financement de l'économie est-il assuré ?

2.5. La « vision » réglementaire du risque PME reste favorable

- Le financement des PME est très dépendant des banques, ces dernières ayant un accès difficile aux marchés par asymétrie d'information et coûts d'accès
- Le taux de défaut aux prêts des PME est plus élevé que ceux des grands groupes : (18,6% contre 9,3%)
 - Source : ABE, juillet 2015
- La perte en cas de défaut pour les prêts aux PME est en pratique plus faible que la plupart des modélisations IRB actuelles
- Les PME dynamisent le marché du travail

- **Raisons pour une réduction des exigences en capital réglementaire pour les prêts bancaires aux PME**